

PDG/Élection des membres des instances décisionnelles dans le Haut-Ogooué

Le scrutin annulé !

O. N. (notes de N. O.)
Libreville/Gabon

C'est la décision prise par la hiérarchie du Parti démocratique gabonais (PDG) suite aux incidents enregistrés, dimanche dernier, dans plusieurs centres de vote à Franceville. Même si dans d'autres, les choses semblaient bien se dérouler.

LA deuxième phase du Conseil provincial du Parti démocratique gabonais (PDG), à Franceville dans le Haut-Ogooué, ne s'est pas déroulée comme prévu les samedi et dimanche derniers. Notamment l'étape consacrée à l'élection des membres du Bureau politique, du Conseil national, du Comité central dudit parti. En effet, le scrutin qui avait pourtant bien débuté dimanche a fini par être perturbé, quelques heures plus tard, par certains militants surexcités, auteurs des incidents enregistrés dans plusieurs centres de vote. "En somme, rapportent certaines sources, on note que l'ensemble des bu-



Photo : D.R

Le secrétaire national du PDG pour le compte du Haut-Ogooué, Léandre Anoue Kiki lors d'une précédente sortie.

reaux de vote de la commune de Franceville a connu de véritables soubresauts qui ont perturbé considérablement le bon déroulement du scrutin." Toujours selon les mêmes sources, "les causes préremptives de cette situation seraient liées d'une part à l'ouverture tardive des bureaux de vote, et d'autre part à l'état d'ébriété avancé de la population votante. Sans omettre toutefois la piètre organisation qui a été dûment constatée par tous"... C'est donc fort de tous ces manquements que les instances dirigeantes du parti au pouvoir ont décidé,



Photo : Nadège Ontounou

Une vue des militants dans un centre de vote avant le désordre.

comme il l'avait fait une semaine plus tôt à Lamba-



Photo : J-C.N

La présidente du bureau du Conseil provincial, Paulette Koho.

rené dans le Moyen-Ogooué, d'annuler le vote. A la différence que cette

fois la mesure concerne toute la province du Haut-Ogooué. Même dans les

centres affectés à l'élection pour les membres des instances décisionnelles pour le compte des départements, le scrutin a été annulé. Selon le secrétaire national du PDG, Léandre Anoue Kiki, présent à Franceville lors du Conseil provincial, "la reprise du scrutin concernera donc toute la province". Les incidents déplorés dans la deuxième province du Gabon trahissent le vœu émis à l'ouverture du Conseil provincial par la présidente du bureau desdites assises, Paulette Koho. "Le souhait ardent que je formule à l'endroit de tous mes camarades du Haut-Ogooué, avait-elle déclaré la veille, est de focaliser pour chacune des phases du Conseil provincial, notre attention sur l'intérêt supérieur de notre parti. Lequel (intérêt) passe par l'implication conséquente de tous les militants pour le bon déroulement de ces assises, dans la responsabilité, la transparence, le dialogue, la tolérance et la paix." Malheureusement, elle n'aura pas été écoutée. Le secrétariat exécutif du PDG fixera une nouvelle date pour reprendre le scrutin.

Projet de révision constitutionnelle

La Cappo donne son avis

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Ce groupement politique de l'opposition gabonaise en Europe se dit favorable à l'idée de réviser la Constitution. Toutefois, il réfute non seulement le format actuel mais également que cette initiative soit du gouvernement "Issoze Ngondet II". C'est ce qu'a laissé entendre son vice-président Jean-Jules Mikala, samedi dernier à Paris, relayé par notre confrère en ligne "Gabon-review".



Photo : D.R

Les responsables de la Cappo lors d'une récente sortie avec l'opposant Luc Bengone Nsi (cravate).

Cappo a formulé un certain nombre de suggestions. Il s'agit, entre autres, de faire le choix de protéger la Constitution de 1991, adoptée par voie consensuelle par l'Assemblée nationale le 15 mars 1991. Elle propose également la tenue d'un dialogue appelé «concertation nationale souveraine et inclusive», afin de réformer par le consensus la « Loi fondamentale du Gabon et engager, enfin, le pays dans la voie de la modernité démocratique.» Rappelons que le débat sur la révision constitutionnelle a dernièrement été évoquée par le sénateur de la commune d'Oyem, Jean-Christophe Owono Nguema, et le président du parti "Ugistes-loyalistes", Jean de Dieu Moukagni

Iwangou. Les deux personnalités avaient saisi le chef du bureau de l'Unoca, Louncy Fall, à qui ils ont présenté l'inutilité d'une révision de la Constitution. Non sans revenir sur la crise politique que connaît le Gabon au lendemain de la Présidentielle d'août 2016, Owono Nguema et Moukagni Iwangou s'unissent pour soutenir que réviser la Constitution pourrait amplifier la crise post-électorale actuelle. D'une manière générale, le projet de révision constitutionnelle initié par le gouvernement dans le cadre des Actes du Dialogue d'Angondjé suscite des réactions diverses dans l'opinion nationale. Les uns se prononçant en faveur, d'autres la soutenant plutôt.

WWW.RAYONDOR-BAGAGES.FR

Jusqu'à -50%*
*sur le prix de vente conseillé

Dépositaire :	EVASION LIGHT	DELSEY	KIPLING	LACOSTE
	EASTPAK	AMERICAN TOURISTER	TED LAPIDUS	TANN'S
	SAMSONITE	HERSCHEL	DESIGUAL	IKKS

Nos 7 boutiques sur Paris

• M ^e République 176, rue de Temple PARIS 3 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.42.72.05.76	• M ^e St-Lazare 93, rue St-Lazare PARIS 9 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.49.39.32.79	• M ^e Flandres 116, rue de Flandres PARIS 8 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.42.94.32.62	• M ^e Passy 36, rue de l'Annonciation PARIS 16 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h45 TEL : 01.45.26.86.71	• M ^e Alesia 72, rue du Général Lacroix PARIS 10 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.43.38.61.22	• M ^e Gare de l'Est 61, Bd de Strasbourg PARIS 10 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.43.34.12.72	• M ^e Gare du Nord 7, Bd de Denain PARIS 10 ^e Du lundi au samedi de 10h à 19h30 TEL : 01.43.34.68.72
---	---	---	--	--	---	---

PAS D'ENVOI - **VENTE EXCLUSIVE DANS NOS MAGASINS** - **DETAXE A L'EXPORTATION**